

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'activité est en retrait au premier trimestre 2026 mais dans une moindre mesure qu'au niveau national. Le nombre d'heures rémunérées poursuit son recul, l'emploi diminue légèrement, y compris l'emploi intérimaire. Le taux de chômage atteint 7 %, une première depuis le deuxième trimestre 2021.

### En France, l'industrie tient la barre, les ménages accusent le coup

Au premier trimestre 2026, la vigueur des exportations asiatiques tire le commerce mondial (+2,3 %). De son côté, le Vieux continent pâtit d'une exposition limitée aux zones géographiques et aux secteurs les plus dynamiques. Toutefois, l'économie européenne bénéficie d'autres moteurs et continue de croître grâce à une demande intérieure se relevant progressivement. Déclenchée en février, la guerre au Proche-Orient viendrait toutefois percuter cet élan.

En France, l'activité se replie légèrement au premier trimestre 2026 (-0,1 % après +0,2 %), mais elle connaîtrait une embellie ponctuelle au printemps (+0,3 %), grâce à l'industrie. Chimistes et raffineurs hexagonaux poussent leur production et prennent des parts de marché. Ponctuellement, plasturgistes et verriers engrangent des commandes de clients voulant se couvrir des futures hausses de prix et d'éventuelles pénuries. L'aéronautique et le naval caracolent, avec des carnets de commandes pleins, tant sur le plan civil que militaire. À l'inverse, la consommation des ménages se stabiliserait au deuxième trimestre, pénalisée par un pouvoir d'achat en berne. À +2,4 % en mai puis +1,8 % en juin, l'inflation s'élèverait à +2,7 % en fin d'année. En outre, cette croissance modeste se ferait sans création d'emploi.

### L'activité baisse moins qu'au niveau national

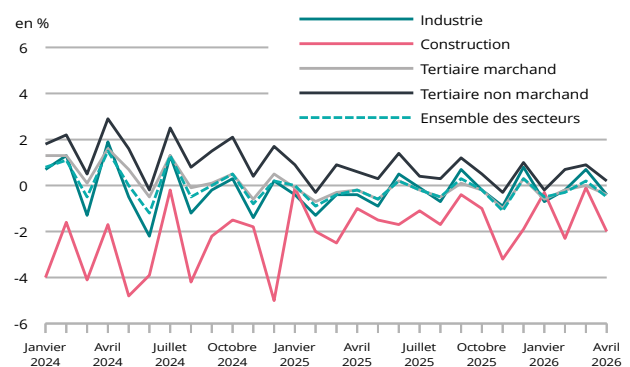
Le nombre d'heures rémunérées recule de nouveau au premier trimestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente. La baisse est toutefois moins marquée en Auvergne-Rhône-Alpes (-0,2 %) qu'au niveau national hors Mayotte (-0,5 %).

Le repli est particulièrement prononcé dans la construction (-1,0 % dans la région, -1,8 % en France), avec un point bas observé en février (-2,4 % au régional comme au national) ► **figure 1**.

Les services marchands poursuivent également leur recul (-0,3 % dans la région, -0,5 % en France), pour le cinquième trimestre consécutif. Les télécommunications (-4,6 %), la production audiovisuelle et la diffusion (-4,5 % dans les deux cas), ainsi que les services informatiques (-3,1 %), portent principalement ce repli régional. À l'inverse, le transport par eau (+7,2 %) et les activités d'assurance (+4,0 %) progressent de manière notable.

L'industrie se stabilise, comme au niveau national. La croissance enregistrée en mars compense les replis observés en janvier et en février. La dynamique est similaire nationalement. Seules les heures rémunérées des services non marchands augmentent (+0,4 %), alors qu'elles baissent légèrement en France (-0,3 %). La santé humaine (+1,0 %) et l'hébergement médico-social (+1,6 %) compensent le recul

### ► 1. Évolution par secteur du nombre d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente



**Note :** Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires, ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré. Le dernier mois est provisoire.  
**Champ :** Secteur privé hors secteur agricole en Auvergne-Rhône-Alpes.  
**Source :** DSN - traitement Insee.

des heures rémunérées dans l'enseignement (-1,3 %) et l'administration publique (-0,4 %).

Cette dynamique défavorable de l'activité se répercuterait sur l'évolution de la richesse créée dans la région, au ralenti pour le premier trimestre, sous l'hypothèse que les évolutions sectorielles nationales de la valeur ajoutée se déclinent uniformément entre régions. Au deuxième trimestre 2026, la richesse créée repartirait à la hausse, malgré des résultats aux enquêtes de conjoncture qui dénotent d'un certain pessimisme des chefs d'entreprises, dans les secteurs du commerce et des services marchands notamment.

### L'année 2026 démarre sur une légère diminution de l'emploi salarié

L'emploi salarié décline légèrement dans la région par rapport au trimestre précédent (-0,1 %), alors qu'il est stable au niveau national. Sur un an, il recule de 0,1 %, contre -0,2 % en France, soit une perte de 4 450 emplois dans la région.

Le secteur privé (-0,1 % sur le trimestre, -0,2 % sur un an) porte intégralement cette baisse, tandis que l'emploi public reste stable sur trois mois et progresse faiblement sur un an (+0,1 %).

Au niveau départemental, l'effectif salarié de la Savoie se replie le plus fortement sur un trimestre, tous secteurs confondus (-0,4 % soit -680 emplois), suivi de ceux de la Loire et du Rhône (-0,2 %

chacun, soit -580 et -2 080 emplois). Le Cantal (+0,3 %), la Drôme (+0,2 %), l'Allier, l'Isère et la Haute-Loire (+0,1 %) progressent.

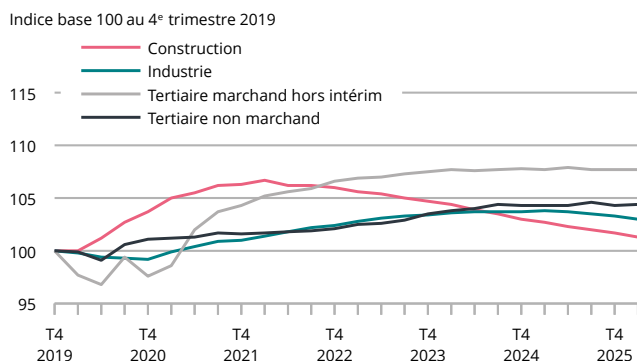
Sur un an, le Rhône concentre l'essentiel des pertes en volume (-4 300 emplois), tandis que la Loire et l'Allier accusent les reculs relatifs les plus prononcés (-0,6 % chacun). À l'inverse, la Drôme se distingue en gagnant 1 200 emplois (+0,6 %).

Au niveau sectoriel, l'emploi industriel baisse encore, avec -1 630 emplois sur le trimestre (-0,3 %) ► **figure 2**, portant le cumul annuel à -3 940 emplois (-0,8 %), une situation plus dégradée qu'au national (respectivement -0,1 % et -0,5 %). Les biens d'équipement concentrent les pertes les plus importantes (-0,7 % et -1,9 % sur un an), tandis que les autres produits industriels, un emploi industriel régional sur deux, se replie également (-0,4 % et -1,3 %). Sur un an, l'industrie iséroise diminue le plus (-1,7 % soit -1 450 emplois).

La construction enchaîne un seizième trimestre consécutif de baisse (-0,3 %), avec des pertes annuelles de -1,3 %, identiques à celles du niveau national. La reprise des permis de construire et des démarrages de chantier pourrait soutenir l'emploi dans ce secteur, même si les incertitudes internationales nuisent à ces perspectives. Le tertiaire marchand hors intérim est stable ce trimestre comme sur un an. Les services immobiliers (-0,4 %) et les transports et entreposage (-0,3 % soit -460 emplois) reculent, compensés par les services aux ménages (+0,5 % soit +610 emplois).

Le tertiaire non marchand est le seul secteur en croissance, tant dans la région (+0,1 % soit +740 emplois) qu'en France (+0,2 %).

## ► 2. Évolution de l'emploi salarié par secteur



**Note :** Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

**Champ :** Emploi salarié total hors intérim.

**Sources :** Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

## L'intérim recule après trois trimestres de croissance

L'emploi intérimaire s'établit à 102 500 emplois dans la région fin mars 2026, soit 3,2 % de l'emploi salarié régional, une part supérieure au niveau national (2,6 %). Après trois trimestres consécutifs de hausse, l'emploi intérimaire se replie de -0,5 % (-520 emplois). À l'échelle nationale, le recul est plus modéré (-0,1 %) mais prolonge une baisse continue depuis 2023.

Sur le trimestre, le Rhône est le principal contributeur au recul en volume (-815 emplois soit -2,2 %). La baisse est toutefois plus marquée en proportion en Ardèche (-9,0 %, soit -250 emplois) et en Savoie (-4,0 % soit -180 emplois). Un effet de contrecoup explique en partie la forte diminution ardéchoise : l'emploi intérimaire y avait bondi de +24,7 % au troisième trimestre 2025, sous l'effet des besoins

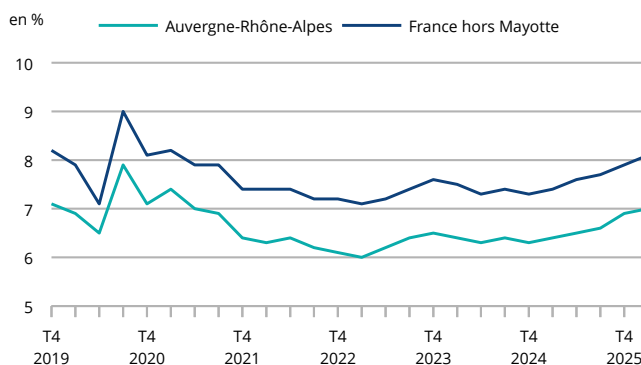
ponctuels d'une entreprise industrielle. Sur un an, l'intérim progresse en Auvergne-Rhône-Alpes (+1,8 % soit +1 840 emplois), tandis qu'il diminue légèrement en France (-0,1 %). L'Isère (+1 090 emplois soit +7,1 %) porte principalement cette croissance annuelle. Les reculs enregistrés dans le Rhône (-1,0 %), la Loire (-1,7 %) et l'Ardèche (-2,3 %), pour une perte cumulée de 550 emplois, limitent la hausse.

## Le taux de chômage atteint 7 %

Au premier trimestre 2026, le chômage augmente encore dans la région et s'élève à 7,0 %, soit 0,1 point de plus que fin 2025 ► **figure 3**. Ce niveau n'avait plus été atteint depuis le deuxième trimestre 2021, il y a cinq ans. Cette progression est toutefois moins importante qu'au niveau national (hors Mayotte), où le taux de chômage croît de 0,2 point pour s'établir à 8,1 %.

L'Ain, le Rhône et le Puy-de-Dôme subissent les plus fortes hausses sur le trimestre (+0,2 point chacun), tandis que la situation dans la Drôme, la Haute-Loire et la Savoie reste stable. L'évolution se limite à +0,1 point dans les autres départements de la région.

## ► 3. Taux de chômage



**Note :** Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

**Source :** Insee, taux de chômage localisés.

En évolution annuelle, le chômage s'accroît de 0,6 point dans la région et de 0,7 point en France. L'augmentation la plus nette concerne le Rhône (+0,8 point), suivi du Puy-de-Dôme (+0,7 point). En Haute-Loire (+0,2 point) et dans les Savoie, la croissance annuelle du chômage est la plus limitée (+0,3 point).

Thierry Marault, Grégory Rabatel, Alexandre Tillatte (Insee)

## ► Avertissement sur les heures rémunérées

Dans le secteur de la construction, les évolutions des heures rémunérées doivent être interprétées avec prudence, en particulier pour les mois de décembre et de janvier, dans les comparaisons en glissement annuel.

En effet, dans ce secteur, les congés des salariés sont indemnisés par des caisses de congés payés et non directement par les employeurs ; ils ne sont donc pas comptabilisés dans les heures rémunérées issues des déclarations.

Selon le positionnement calendaire des congés de fin d'année, un même mois peut inclure un nombre de jours de congés différent d'une année sur l'autre, ce qui peut entraîner des évolutions marquées des heures rémunérées sans que celles-ci reflètent nécessairement une évolution de l'activité économique.

## ► Pour en savoir plus

- « Une fin d'année à l'image d'une année morose », Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 51, Avril 2026.
- Tableau de bord de la conjoncture : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121840>.